

A Marseille, l'homicide par négligence qui se prépare

Voilà maintenant bientôt 18 mois que 8 personnes ont perdu la vie dans les effondrements de deux immeubles rue d'Aubagne, en plein cœur de Marseille. Bientôt 18 mois que nous, collectifs et associations d'habitants, nous battons avec les 4 000 personnes délogées des 500 immeubles qui ont été placés sous arrêté de péril imminent. Cette fois, l'alerte est donnée par un long courrier d'architectes et ingénieurs du Service Sécurité des Immeubles de la Ville de Marseille, révélé vendredi 10 avril par le journal *le Ravi*. Un constat courageux et d'une extrême gravité, établi par celles et ceux qui ont la vie de milliers d'entre nous entre les mains :

- Un manque d'effectifs, de matériels, de formations du personnel dans ce service pourtant crucial pour gérer la crise, des *burn out* déjà révélés par la presse sans qu'aucune suite ne leur soit donnée ;
- C'est ainsi que 2 600 signalements d'immeubles sous suspicion de péril adressés à ce service n'ont pu être traités, 230 immeubles en péril grave et imminent, 180 immeubles en péril ordinaire non suivis, autant d'habitant.es en danger, à l'avenir incertain ;
-
- Des dysfonctionnements organisationnels: absence de communication, de capacité d'anticipation, des retards d'arbitrage, délais de validation et de signature des arrêtés de péril anormalement longs mettant directement en jeu la sécurité des occupants ;
- L'absence de marché d'exécution pour réaliser des travaux d'office lorsque les propriétaires sont défaillants
- Et enfin, des décisions précipitées à l'échelon politique sans aucun dialogue avec les habitants concernés qui les découvrent dans la presse. C'est récemment le cas des immeubles 69/71 rue d'Aubagne, voisins de ceux effondrés et dont la démolition est décidée par le maire de Marseille. Selon nos informations, cette décision semble avoir précipité l'alerte lancée par les techniciens. A Noailles, après des mois de pourrissement, de tels choix sans dialogue – qu'ils soient ou non justifiés – alimentent une psychose et réveillent un traumatisme encore proche.

Bientôt 18 mois que nous alertons sur l'incapacité des pouvoirs locaux et nationaux à répondre à la crise structurelle du logement à Marseille : 40 000 logements indignes estimés dans lesquels 100 000 personnes parmi les plus pauvres se retrouvent aujourd'hui confinées. Un confinement dans des logements « *indignes* », définis comme portant « *une atteinte grave à la santé de leurs occupants* ». Des années que nous nous battons pour un droit à la ville pour toutes et tous, pour un Marseille vivant et populaire.

Cette réalité n'est pas nouvelle, elle a été maintes fois décrite et dénoncée par les habitant.es eux-mêmes, les associations et les collectifs dont on reconnaît à demi-mot, dans cette période de crise sanitaire, l'ancrage et la nécessité.

Cette réalité est décrite, chiffres à l'appui, dans plusieurs rapports officiels dès 2015 (rapport CEREMA, rapport NICOL), relatée par la rapporteuse au droit au logement de l'O.N.U., par le Haut Comité pour le Logement des Personnes Défavorisées, ou récemment par des universitaires du Laboratoire Population Environnement Développement. Et encore largement décrite par l'ensemble des médias locaux et nationaux. Nul n'ignore la situation.

Ce courrier des architectes et ingénieurs du Service Sécurité des immeubles de la Ville de Marseille met directement en cause une chaîne de responsabilité, des hauts fonctionnaires jusqu'aux élus. Après 18 mois de mobilisation des Marseillais.es, et l'espoir qu'avait suscité la signature en juin dernier d'une "charte du relogement" entre l'Etat, la Ville et les collectifs, l'horizon d'un changement de politique du logement s'éloigne chaque jour. Les fondations d'une politique du logement ignorées. De nouveaux drames se rapprochent irrémédiablement, et se vivent chaque jour dans le confinement des 40 000 logements potentiellement indignes que compte la ville, auxquels s'ajoutent tous les autres logements sur-occupés qui exposent leurs habitants à des risques sanitaires et sociaux. Nous refusons d'attendre de nouveaux morts.

Nous exigeons donc aujourd'hui que M. le Maire de Marseille suspende immédiatement son adjoint M. Julien Ruas délégué à la Prévention et Gestion des Risques, destinataire du courrier des Architectes et Ingénieurs. Mais c'est l'ensemble de la politique du logement et de lutte contre l'habitat indigne qui doit être remise à plat. Les habitants, conseils citoyens, collectifs et associations, porteurs de nombreuses propositions et d'une expertise d'usage, doivent maintenant être associés à ce chantier. Ils doivent être représentés dans les nouveaux cadres des

projets urbains, notamment au sein du nouveau Projet Partenarial d'Aménagement qui vise la réhabilitation du grand centre ville en prévoyant déjà des évacuations et des relogements... mais où la place des habitants n'a pas été prévue.

Face aux carences structurelles et durables du management des services municipaux en charge de la sécurité des immeubles de Marseille, l'Etat au titre de son pouvoir de police subsidiaire en la matière doit faire connaître immédiatement la manière dont il entend répondre à cette défaillance de la Ville de Marseille afin de garantir la sécurité publique.

Nous exigeons des réponses immédiates du Maire de Marseille et du Ministre du Logement. Il en va de notre avenir et de celui de notre Ville. Il en va de nos vies, plus que jamais.

Premiers signataires : Collectif du 5 novembre – Noailles en colère, Un centre Ville Pour Tous, Ligue des Droits de l'Homme Marseille, Fondation Abbé Pierre, Cimade, Comité DAL 13, Collectif du Boulevard Dahdah, Collectif 59 Saint Just, Architectes Sans Frontières, Syndicat des Quartiers Populaires de Marseille, Assemblée de la Plaine, Collectif Soutien Migrants 13 / El Manba, Collectif le Panier en Colère, Compagnons Bâisseurs Provence, Collectif Laisse Béton, Collectif Brouettes & Compagnie, Collectif Citoyens du 3, Collectif J'y vis g mon avis, Collectif de la Cabucelle, Primitivi télé locale de rue, Groupe de veille Busserine, Association il fait bon vivre dans ma cité (air bel), Sud educ 13, Sud logement social 13 habitat, CFDT 13 Habitat, Solidaires 13, Fédération des Acteurs de la Solidarité FAS PACA 13, Association des usagers de la pada de Marseille, Association Réseau Hospitalité, Association hospitalité psychique, Réseau Education Sans Frontières 13, Réseau Université Sans Frontières 13, SNUipp 13, FSU 13, Syndicats CGT ICT et CGT Territoriaux Ville de Marseille, Médecins du Monde Paca...